Cuba : les projections du gouvernement sont le guide et aucune institution ne peut les ignorer.

Photo : Présidence de Cuba.

Cuba : les projections du gouvernement sont le guide et aucune institution ne peut les ignorer.

Lors d'une réunion du Conseil des Ministres, présidée par le Président de la République, Miguel Díaz-Canel, on a évalué l'état d'exécution des Projections du Gouvernement pour corriger les distorsions et relancer l'économie en 2024, entre autres questions, ainsi que le comportement de l'économie à la fin du mois de janvier.

Manuel Marrero Cruz, membre du Bureau politique et Premier ministre, a défini les projections du gouvernement, approuvées à la fin de l'année dernière pour corriger les distorsions et relancer l'économie en 2024, comme un "fil conducteur pour le travail actuel".

Ses réflexions ont eu lieu lors de la dernière réunion du Conseil des ministres concernant l'évaluation présentée sur la mise en œuvre des mesures qui ont progressivement commencé à être mises en place à Cuba à cette fin.

Lors de cette réunion, présidée par le premier secrétaire du comité central du parti communiste et président de la République, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, le premier ministre a insisté sur la nécessité d'accompagner ce processus à tous les niveaux et dans toutes les structures du pays.

Il a estimé que ce qui est conçu est le "guide selon lequel nous devons tous nous comporter et qui n'est étranger à aucune institution, à aucun processus".

Compte tenu de l'importance de ces mesures, l'évaluation de l'état de leur mise en œuvre a été le premier point à l'ordre du jour de la réunion de l'organe suprême du gouvernement pour le mois de février, au cours de laquelle le premier vice-ministre de l'Économie et de la Planification, Mildrey Granadillo de la Torre, a annoncé les principales actions menées à bien entre le 24 janvier et le 27 février.

Elle a expliqué qu'au cours de cette période, le travail d'identification des personnes et des familles en situation de vulnérabilité économique s'est poursuivi, de même que l'évaluation des impacts possibles de l'augmentation des prix et des tarifs de divers produits.

Il a rappelé qu'afin d'assurer une mise en œuvre progressive, il a été décidé d'appliquer au cours du mois de mars la mise à jour des prix de détail des carburants et l'augmentation du tarif de l'électricité pour le secteur résidentiel de 25 % pour les consommateurs de plus de 500 kWh.

En même temps, a-t-il dit, la mise à jour du prix du gaz liquéfié a été reportée jusqu'à ce que le coût actualisé du panier de la ménagère soit mis en œuvre.

Parmi les projections prévues pour le mois de février qui sont en cours, il a fait référence à la mise à jour des normes qui permettent de réorganiser les projets de développement local, au redimensionnement du marché des changes, ainsi qu'à l'amélioration et au développement du processus de contractualisation avec les formes productives non étatiques dans l'agriculture.

En particulier, Granadillo de la Torre a mentionné, entre autres, l'émission de nouvelles normes juridiques pour les acteurs économiques au mois de mars.

Les mesures comprennent la mise à jour des activités non autorisées à être réalisées par ces acteurs et la création de l'Institut à l'attention de ces acteurs.

Dans son intervention, la première vice-ministre de l'Économie et de la Planification a ratifié que chacune des mesures "sera appliquée lorsque les conditions seront réunies, ce qui inclut la campagne de communication, l'information opportune et l'identification des effets sur la population, en défendant le principe selon lequel personne ne doit être laissé sans protection".

Il a attiré l'attention sur la nécessité d'une plus grande intégration entre l'administration centrale de l'État et les gouvernements territoriaux dans la réalisation des objectifs prévus.

Selon le principe que nous devons aux citoyens, l'atténuation des impacts négatifs, face à la complexité de l'économie, est une tâche majeure, a-t-il dit.

À cet égard, le Premier ministre a insisté sur la nécessité de fournir des informations en temps utile concernant chaque nouvelle étape, afin que les citoyens comprennent et que leurs préoccupations logiques, en particulier celles associées aux mesures liées aux augmentations de prix et de tarifs, puissent être prises en compte. "Et c'est là que les informations et les éclaircissements nécessaires doivent être fournis en temps voulu pour que les projections du gouvernement soient couronnées de succès", a-t-il déclaré.

Même si ces décisions ne résoudront pas "les problèmes qui nous affectent aujourd'hui, tels que les pénuries alimentaires et autres, à court terme, elles auront un impact positif sur la résolution de toutes les questions macroéconomiques qui ont été dévoyées", tout en permettant "de corriger toutes les subventions injustifiées et de contenir peu à peu la question des prix".

D'où la nécessité, selon Mme Marrero Cruz, "d'identifier avant tout les distorsions, les choses qui ne fonctionnent pas bien, même si elles sont établies et ont joué un rôle à un moment donné, mais qu'elles doivent être transformées, actualisées et corrigées à la lumière du contexte actuel".

La réunion a été présidée par le premier secrétaire du comité central du parti communiste et président de la République, Miguel Díaz-Canel Bermúdez.

Il a également fait référence à la responsabilité des autorités dans "les territoires d'identifier les personnes ou les familles en situation de vulnérabilité auxquelles nous devons chercher des moyens d'apporter une assistance, un soutien, pour éviter que leur situation ne s'aggrave à la suite d'une mesure quelconque".

Au niveau municipal, a-t-il ajouté, il faut "surveiller et modéliser en permanence, afin de corriger tout ce qui est nécessaire pour que la population ne soit pas plus affectée".

En ce qui concerne l'augmentation du prix des carburants qui commence en mars, M. Marrero Cruz a rappelé que cette augmentation concerne le prix de détail, et non le prix de gros, et que par conséquent "une augmentation du prix dans le système légal et officiel de transport de la population n'est pas justifiée".

"Nous avons l'obligation envers le peuple d'imposer la discipline, l'ordre et le contrôle dans le strict respect de ce qui est établi.

Il est de la responsabilité et de l'obligation du gouvernement, a-t-il souligné, "d'exiger que tous les acteurs économiques respectent également ce qui est établi, qu'ils soient étatiques ou privés, et d'indiquer clairement quels sont les prix établis et d'exiger que quiconque les viole reçoive la pleine force de la loi".

Enfin, il a souligné la nécessité de mettre en place un système de travail à la base qui permette de "suivre les impacts, l'évolution de la mise en œuvre et de faire des propositions concrètes en fonction de ce qui émerge au niveau territorial et institutionnel, afin de pouvoir intégrer réellement tout ce qui corrige les distorsions, tout ce qui doit être changé et de chercher des solutions alternatives pour relancer l'économie".

C'est la voie à suivre, "la recherche de solutions et d'espaces qui nous permettront de promouvoir et de mener à bien le processus que nous avons entamé", a-t-il déclaré.

L'ÉCONOMIE CUBAINE À LA FIN DU MOIS DE JANVIER

Comme il est d'usage lors des réunions du Conseil des ministres, le ministre de l'Économie et de la Planification, Joaquín Alonso Vázquez, a présenté un rapport sur les résultats de l'économie à la fin du mois précédent, qui correspondait à cette occasion au mois de janvier.

Entre autres aspects, le ministre a détaillé que, bien que l'activité touristique n'ait pas atteint les chiffres prévus pour la période, avec un écart de 86 % par rapport au plan, l'arrivée de touristes a signifié une croissance par rapport à janvier 2023 : l'arrivée de 257 643 visiteurs dans le pays s'est traduite par une augmentation de 3,4 % par rapport à la même période de l'année dernière.

Il a également souligné que, de manière générale, l'accord sur l'équilibre de la production alimentaire nationale n'a pas été respecté dans des domaines tels que les œufs, le lait, la viande de bœuf et de porc. Tout cela a un impact direct sur la satisfaction des demandes de la population.

Les résultats du plan de janvier, a-t-il estimé, n'ont pas été bons. "C'est à nous tous, avec les ressources dont nous disposons, de chercher les meilleures solutions pour avoir un impact positif sur les résultats du mois de mars", a-t-il déclaré.

Le Premier ministre, Manuel Marrero Cruz, a défini les projections du gouvernement, approuvées à la fin de l'année dernière pour corriger les distorsions et relancer l'économie en 2024, comme un "fil conducteur pour le travail actuel".

À cet égard, le Premier ministre a déclaré que tout ce qui a été planifié pour 2024 l'a été "en sachant que le scénario était très complexe, en sachant qu'il y aurait le même blocage, et nous avons toujours dit : nous devons travailler et voir comment nous pouvons trouver des solutions internes à nos propres problèmes".

Ainsi, a-t-il averti, "nous ne pouvons pas dire aujourd'hui que le non-respect que nous connaissons est dû à un blocus plus important ou à une crise internationale plus grave". C'est pourquoi il a insisté sur la nécessité de procéder à des "analyses rigoureuses de la manière dont les différents plans sont exécutés", auxquelles il convient d'ajouter, selon lui, un "contrôle mensuel de l'état d'avancement de l'exécution du budget dans toutes les entités afin de corriger les éventuelles déviations".

NOUVELLES POLITIQUES APPROUVÉES

Trois nouvelles politiques ont été approuvées par le Conseil des ministres lors de cette journée de travail. Le premier de ces documents est la politique de commerce intérieur, au sujet de laquelle la ministre du Commerce intérieur, Betsy Díaz Velázquez, a assuré qu'elle avait été élaborée avec la participation active de tous les organismes et entités miés au commerce intérieur dans le pays.

Le texte, le premier du genre dans le secteur à Cuba, a pour objectif essentiel d'organiser et de moderniser ce type de commerce sur l'ensemble du territoire national.

Le texte, le premier du genre dans le secteur à Cuba, a-t-il dit, a pour objectif essentiel d'organiser et de moderniser ce type de commerce sur l'ensemble du territoire national, et dans lequel l'innovation et le développement sont intégrés, en tant que facteur clé, à la production de biens et de services.

Par la suite, la politique et le projet de décret-loi sur l'arbitrage commercial international et la médiation ont été approuvés.

À cet égard, le vice-ministre du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger, Carlos Luis Jorge Méndez, a expliqué que, bien qu'il ne s'agisse pas de nouvelles lois pour le pays, elles nécessitent une mise à jour afin que leurs préceptes répondent au contexte national et international actuel dans lequel l'économie cubaine se développe, en tenant compte de l'implication de Cuba dans de multiples processus de commerce extérieur.

La première vice-ministre de l'Économie et de la Planification, Mildrey Granadillo de la Torre, a annoncé les principales actions réalisées entre le 24 janvier et le 27 février.

Les deux documents, qui constituent une source de droits pour l'arbitrage international à Cuba, permettent l'incorporation de règles universellement acceptées pour l'arbitrage, ce qui est une garantie qui peut contribuer à incorporer avec une plus grande présence la Cour cubaine dans la résolution des litiges commerciaux dans le pays, tout en contribuant à la reconnaissance constitutionnelle des moyens alternatifs de résolution des conflits.

Dans le cadre de l'ordre du jour, la plus haute instance dirigeante de Cuba a également donné son feu vert à la politique et au projet de loi sur la transparence et l'accès à l'information publique, présentés par Adianez Taboada Zamora, vice-ministre de la science, de la technologie et de l'environnement.

C'est la première fois, a-t-elle reconnu, que Cuba présente une proposition de norme juridique de ce type, qui sera également intégrée au système national de gestion documentaire et d'archivage. Cette disposition légale, a-t-il souligné, permettra d'organiser ce qui a été approuvé sur ces questions dans le texte constitutionnel et facilitera le lien entre le gouvernement et les citoyens.

SUR LA VOIE DE LA RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

Toujours dans le cadre de l'ordre du jour, le ministre de l'Énergie et des Mines, Vicente de la O Levy, a fait le point sur le respect des mesures prises au cours de l'année écoulée pour réduire la consommation d'électricité. À cet égard, il a rappelé que, compte tenu "des valeurs obtenues l'été dernier, de la demande et de la consommation d'électricité, il a été décidé d'analyser comment réaliser des économies dans la consommation de ces vecteurs énergétiques, ce qui à son tour entraînerait une diminution de la demande de carburant, et augmenterait l'utilisation rationnelle et efficace de l'énergie".

Dans le cadre des actions mises en œuvre, a-t-il indiqué, le travail des conseils techniques consultatifs à tous les niveaux a été consolidé, ce qui a permis de réduire la consommation de 7 % au cours du dernier trimestre.

Parmi les actions réalisées, il a commenté la fermeture partielle ou totale, pendant les heures de pointe, de 120 788 services, la fermeture d'équipements climatiques non technologiques, le réajustement des horaires de travail de plus de 68 000 travailleurs et la déconnexion de 74 % de l'éclairage public.

Commentant la situation complexe des carburants dans le pays, en plus du départ des "Guiteras", le Premier ministre a souligné la "nécessité de renforcer les mesures d'économie, car en plus des effets que nous avons associés au manque de carburant, la demande est élevée malgré les basses températures que nous avons eues ces derniers jours".

Il faut "exploiter toutes les réserves qui nous restent en termes d'économies d'électricité et de carburant", a-t-il déclaré.

LA SCIENCE ET L'INNOVATION EN TANT QUE FONCTION DU GOUVERNEMENT

Un rapport sur les expériences et l'efficacité des transformations du système de la science, de la technologie et de l'innovation dans le cadre du système de gestion gouvernementale basé sur la science et l'innovation a été présenté par Eduardo Martínez Díaz, ministre de la science, de la technologie et de

l'environnement, qui a souligné l'importance accordée à cette question par la haute direction du pays.

Parmi les principaux résultats obtenus grâce à la mise en œuvre de ce système, il a souligné l'enregistrement de plus de 200 entités de science, de technologie et d'innovation, le rôle joué par les universités, les nouvelles structures créées dans le pays pour stimuler l'innovation, ainsi que la mise en place de programmes et de projets de science, de technologie et d'innovation qui comprennent des incitations à la production scientifique et à l'innovation.

Malgré les progrès réalisés, il existe également des lacunes qui doivent être résolues de toute urgence, a déclaré Martínez Díaz. Parmi celles-ci, il a mentionné le fait que les progrès ne sont pas homogènes, ni réalisés à la vitesse nécessaire dans les différents secteurs, organisations et territoires, ce qui fait que le potentiel de ce système de gestion pour promouvoir le développement économique et social n'est pas exploité à son maximum.

Comme il est d'usage lors des réunions du Conseil des ministres, le ministre de l'Économie et de la Planification, Joaquín Alonso Vázquez, a présenté les résultats de l'économie à la fin du mois précédent, qui correspondait en l'occurrence au mois de janvier.

De même, il a indiqué que la préparation des acteurs pour organiser, mettre en œuvre et évaluer les systèmes de travail dans les différents niveaux de gouvernement est insuffisante, tandis que l'utilisation du système de science, de technologie et d'innovation n'est pas toujours orientée vers la résolution des problèmes.

Tenant compte de ces réalités, les membres du Conseil des ministres ont approuvé la mise en œuvre de nouvelles actions visant à concevoir un système de travail qui renforcera la mise en œuvre du système de gestion du gouvernement basé sur la science et l'innovation et l'orientera vers la solution des problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

À cet égard, la vice-première ministre, Inés María Chapman Waugh, a fait remarquer que, bien que le conseil technique consultatif existe généralement dans toutes les entités, il n'est pas toujours utilisé correctement et ne dispose pas toujours d'un système de travail pour soutenir les actions à mener.

À cet égard, le Premier ministre a indiqué que pour mettre en œuvre les projections du gouvernement, corriger les distorsions, stimuler l'économie et faire les choses différemment avec nos propres solutions, il est essentiel de "mettre en œuvre et d'appliquer correctement la science et l'innovation". (Source : site République de Cuba)

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/348948-cuba-les-projections-du-gouvernement-sont-le-guide-et-aucune-institution-ne-peut-les-ignorer

Radio Habana Cuba